

«Le fonds climat met en péril la prospérité de la Suisse»

VOTATION DU 8 MARS Les opposants à l'initiative «Pour une politique énergétique et climatique équitable» entrent en campagne. Parmi eux, le conseiller national centriste Benjamin Roduit, qui juge ce texte «irresponsable»

PROPOS RECUEILLIS PAR FANNY SCUDERI, BERNE

La prise de position de l'ancien vice-président de la Banque nationale suisse a fait réagir. Dans *Le Temps* du 13 janvier, l'économiste Jean-Pierre Danthine s'est prononcé en faveur de l'initiative des Vert-e-s et des socialistes visant à créer un fonds climat, alimenté à hauteur de 0,5 à 1% du PIB, et plaidant au passage pour une réforme du frein à l'endettement.

Une sortie qui a désarçonné le conseiller national du Centre Benjamin Roduit. Coprésident de l'Alliance contre le fonds climat, l'élus valaisan a tenu à répondre. Selon lui, l'initiative, si elle devait être acceptée le 8 mars, «ferait vaciller la prospérité de la Suisse». Entretien.

La Suisse s'est engagée à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Les initiants estiment que cet objectif ne peut être atteint sans un fonds climat. Vous réfutez? Complètement. Cette initiative est dangereuse et inapplicable. La Suisse se donne déjà les moyens d'atteindre la neutralité carbone. La Confédération investit environ 3 milliards de francs par année pour l'environnement et l'efficacité énergétique.

Pourquoi la qualifiez-vous de «dangereuse»? Parce qu'elle met en péril la prospérité de la Suisse. Le pouvoir d'achat de la population serait inévitablement affaibli. Rien ne garantit qu'à terme, pour rembourser la dette du fonds climat, il ne faille pas augmenter les impôts ou introduire de nouvelles taxes. Cette dette pourrait atteindre jusqu'à 200 milliards de francs à l'horizon 2050.

Les 200 milliards évoqués correspondent à la fourchette haute. Les initiants estiment pourtant qu'investir aujourd'hui coûtera



«Dire que nous ne faisons rien relève de la tromperie»

BENJAMIN RODUIT,
CONSEILLER NATIONAL (LE CENTRE/VS)

moins cher que de ne rien faire. Que leur répondez-vous? Dire que nous ne faisons rien relève de la tromperie. La trajectoire de la Suisse est correcte. Nous avons déjà fortement amélioré l'efficacité énergétique, notamment dans le domaine des bâtiments. Investir toujours plus par l'endettement, c'est transférer la facture aux générations futures, alors même qu'elles devront faire face à de nombreux défis.

Ne serons-nous pas obligés de nous adapter face au changement climatique, et ses conséquences? Ces investissements ne sont-ils pas inévitables? Bien sûr que nous devons agir. Mais pas au détriment d'autres priorités fondamentales, comme la sécurité et la santé, qui figurent parmi les principales préoccupations des Suisses. La crise du Covid-19 l'a montré: la Suisse doit conserver sa capacité à mobiliser rapidement des moyens financiers en cas d'urgence. C'est précisément parce que notre situation financière est saine que nous avons pu agir. Il n'y a pas que pour le climat que nous devons faire des réserves.

Selon des propos rapportés par le média Watson, un représentant de l'Office fédéral de

l'environnement a récemment déclaré que la Suisse n'est pas sur la bonne trajectoire pour remplir ses objectifs. La neutralité carbone 2050 n'est pas une vue de l'esprit. Nous nous donnons les moyens de nous en approcher. Mais avec un endettement massif lié à un fonds climat, nos enfants auront moins de marges de manœuvre pour faire face aux catastrophes climatiques, pas plus.

L'initiative prévoit de soustraire le fonds climat au frein à l'endettement. La gauche estime que ce mécanisme n'est plus adapté aux défis actuels. Faut-il plus de flexibilité? C'est une ligne rouge. Investir entre 0,5% et 1% du PIB revient à vider le frein à l'endettement de sa substance. C'est trop facile de vouloir y déroger selon ses priorités politiques. Aujourd'hui, c'est le climat. Hier, c'était la 13e rente AVS. A chaque fois, la gauche évite soigneusement la question du financement. Or s'endetter, c'est réduire les capacités financières du futur. Cela ne correspond pas à une volonté démocratique. Renoncer au frein à l'endettement signifie, tôt ou tard, augmenter la TVA ou les impôts, car il faudra bien rembourser la dette. Et cet endettement nous rendrait aussi dépendants de bailleurs de fonds étrangers, au détriment de la stabilité du pays.

A défaut de fonds climat, reste-t-il une place pour des investissements climatiques dans le budget ordinaire, alors que des coupes sont envisagées, notamment dans le Programme Bâtiment? Je veux adresser une mise en garde à la fois à la gauche et à la droite. D'un côté, des associations écologistes multiplient les recours les projets hydroélectriques et freinent le développement des énergies renouvelables. C'est un non-sens. De l'autre, certains à droite veulent réduire les moyens alloués à la recherche, à l'innovation et au Programme Bâtiment. C'est tout aussi problématique. Il ne faut surtout pas affaiblir la recherche et l'innovation: ce sont elles qui nous permettront de lutter efficacement contre le changement climatique. ■